

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 MAI 1921.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION (1)

XXVII

Revision de l'article 104 de la Constitution.

COURS D'APPEL

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. BEGEREM.

MESSIEURS,

Dans son projet relatif à la revision de certains articles de la Constitution, le Gouvernement de 1919 ne comprit pas celui en discussion.

C'est d'initiative parlementaire que la revision de cet article fut proposée dans

(1) *Doc. parl.*, Chambre (session de 1919-1920) :

Déclarations du Pouvoir législatif (*Moniteur* du 23 octobre 1919, n° 296) et *Règlement de procédure*, n° 47^I.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 39, n° 287^{III}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 47, n° 288^{IV}.

Rapport de M. Carton de Wiart concernant l'article 48, n° 289^V.

Rapport de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 290^{VI}.

Rapport de M. Troclet concernant l'article 50, n° 291^{VII}.

Rapport de M. Neujean concernant l'article 51, n° 292^{VIII}.

Rapport de MM. Neujean, Poncelet et Troclet concernant l'article 52, n° 293^{IX}.

Amendement à l'article 52, n° 355^X.

Amendement à l'article 47, n° 364^{XI}.

Rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 52, n° 379^{XII}.

Rapport complémentaire de M. Poncelet concernant l'article 49, n° 380^{XIII}.

Premier rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 427^{XIV}.

Deuxième rapport complémentaire de M. Troclet concernant l'article 47, n° 453^{XV}.

(Voir suite des notes page 2.)

les conditions et pour les motifs indiqués dans les termes suivants dans le rapport fait au nom de la Section centrale, le 2 octobre 1919 :

« L'article 104 de la Constitution consacre et rend obligatoire l'existence, au nombre de trois, de Cours d'appel en Belgique.

» Devant l'extension que prennent chaque jour les affaires maritimes, grâce au développement de nos ports et de notre marine marchande, des membres des 1^{re} et 4^e Sections se sont demandés s'il convient de maintenir constitutionnellement obligatoire ce chiffre fixe de trois Cours d'appel. Ils ont fait observer, en outre, que les remaniements des ressorts des Cours existantes, possibles par application de l'alinéa 2 de cet article, peuvent éventuellement rendre nécessaire la création d'une quatrième Cour, facilitant ainsi en même temps la composition des sièges en vue de la stricte observation des lois qui règlent l'emploi des langues en matière judiciaire.

» Leur manière de voir a été unanimement partagée par leurs Sections, qui ont adopté la déclaration de revision de l'article.

» La Section centrale, à l'unanimité, a émis un vote analogue » ⁽³⁾.

La proposition fut adoptée, sans débat, par la Chambre ⁽⁴⁾.

Elle fut également votée, sans discussion, par le Sénat ⁽⁵⁾.

An sein de la Commission des XXI, au nom de laquelle nous avons l'honneur de vous soumettre le présent rapport, la même unanimité ne fut pas constatée.

La Sous-Commission, à laquelle la proposition fut envoyée pour examen

Doc. parl., Sénat : n° 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200 et 229 de la session de 1919-1920.

Moniteur Belge : 3 décembre 1920, sanction de l'article 48, 50 et 52 (15 novembre 1920).

Moniteur Belge : 10 février 1921, sanction de l'article 47 et de la disposition transitoire s'y rapportant (7 février 1921).

Doc. parl., Chambre (session de 1920-1921).

Rapport de M. Masson concernant les articles 26, 27 alinéa 2, 53, 54, 55, 56, 56bis et 57, n° 94^{XVI}.

Amendements à l'article 26, n° 103^{XVII}.

Amendements à l'article 53, n° 133^{XVIII} et 149^{XIX}.

Disposition transitoire annexée à l'article 53, n° 135^{XX}.

Rapport de M. Masson concernant la disposition transitoire à l'article 53, n° 160^{XXI}.

Doc. parl., Sénat : n° 61, 62, 63, 64, 65 et 66 (session de 1920-1921).

Rapport de M. Max concernant l'article 108, alinéa 2, n° 2°, n° 206^{XXII}.

Amendement du Gouvernement à l'article 108, alinéa 2, 2°. n° 242^{XXIV}.

Rapport de M. Huysmans concernant le referendum (art. 26), n° 207^{XXIII}.

Proposition de M. Troclet (consultation populaire), n° 243^{XXV}.

Amendement de M. Van Remoortel à la proposition de M. Troclet (art. 26), n° 246^{XXVI}.

⁽²⁾ Composition de la Commission, n° 50^{re} de la session 1919-1920.

⁽³⁾ Session parlementaire de 1918-1919, n° 424.

⁽⁴⁾ Session parlementaire de 1918-1919. Chambre des Représentants, *Annales parlementaires*, p. 1946.

⁽⁵⁾ Session parlementaire de 1918-1919. Sénat, *Annales*, p. 867.

préalable, conclut, par deux voix contre une, au maintien pur et simple de la disposition constitutionnelle actuelle.

Dans la discussion à laquelle son rapport a donné lieu, deux autres propositions se sont fait jour.

L'auteur de la première proposa d'ajouter au texte constitutionnel, dans son alinéa premier, les mots « au moins » et conséquemment de le rédiger comme suit : « Il y a au moins trois Cours d'appel en Belgique ».

La seconde proposition fut de libeller l'article 104 dans les termes suivants : « La loi détermine le nombre et le ressort des Cours d'appel, ainsi que le lieu où elles sont établies ».

Pour bien apprécier les considérations qu'ont fait valoir les partisans de ces diverses propositions à l'appui de leur manière de voir, il importe de résumer brièvement les conditions dans lesquelles l'article sous examen fut introduit, en son texte actuel, dans notre Constitution.

* * *

Sous le régime hollandais, la loi d'organisation judiciaire, qui devait entrer en vigueur en 1831, aux termes d'un arrêté royal du 3 juillet 1830 ⁽¹⁾, avait établi une Cour d'appel par province. Ce système, qui n'avait été adopté qu'à une faible majorité, avait été mal accueilli par l'opinion publique en Belgique.

La Commission chargée par le Gouvernement Provisoire de préparer le projet de Constitution n'inscrivit dans son projet qu'une disposition générale : « Art. 115 : Il ne pourra être rien changé aux Tribunaux existants qu'en vertu d'un loi ».

Un projet déposé par MM. Forgeur, Barbanson, Fleussu et Liedts contenait un article 74 relatif à la Cour de cassation et aux Cours d'appel : « Il y aura pour la Belgique entière trois Cours d'appel et une Cour de cassation. »

Cette proposition fut reprise par la Section centrale, qui en fit les dispositions devenues dans la Constitution les articles 95 et 104.

Au cours de la discussion des amendements furent aussi proposés :

Amendement de M. Mambourg : « Il y aura en Belgique trois Cours d'appel au moins et cinq au plus. La loi déterminera les lieux où elles seront établies. »

Amendement de M. Claes : « Il y aura au moins trois Cours d'appel en Belgique. »

Enfin, M. Van Mernen proposa de supprimer l'article 80 et de laisser à la loi d'organisation judiciaire le soin de déterminer quel sera le nombre des Cours d'appel. Cette dernière proposition ainsi que les amendements de MM. Mambourg et Claes furent rejetés et le texte de la Commission adopté ⁽²⁾.

Ce dernier devint donc le texte constitutionnel aujourd'hui en vigueur.

* * *

Faut-il le modifier?

Faut-il le maintenir?

(1) *Pasinomie*, 2^e sér., t. IX, p. 471.

(2) HUYTTENS : *Discussions du Congrès national*, t. II, p. 256.

Les deux solutions ont trouvé leurs défenseurs au sein de la Commission des XXI.

Ainsi qu'il est dit plus haut, la Sous-Commission fut d'avis de ne rien innover. S'inspirant notamment d'arguments déjà invoqués au Congrès national, elle proposa, par deux voix contre une, de s'en tenir au *statu quo* et pour étayer son opinion on a fait valoir les considérations suivantes : C'est à bon droit que, dès l'origine, on a fait ressortir que, porter à un nombre plus considérable que trois le chiffre des Cours d'appel, créerait des difficultés dans le recrutement du personnel et ferait naître des divergences de jurisprudence résultant des manières de voir différentes de juridictions trop multipliées. — Au surplus, on ne peut perdre de vue que le deuxième alinéa de l'article de la Constitution qui aujourd'hui déjà abandonne au pouvoir législatif le droit, par une simple loi, de modifier le ressort des trois Cours existantes, de fixer le nombre de leurs membres et de déterminer les lieux où elles sont établies, — ce qui permet même de rendre le magistrat itinérant et de le rapprocher ainsi, à volonté, du justiciable, — laisse toute liberté et tout pouvoir au législateur ordinaire de régler facilement les cas exceptionnels d'application pratique qui peuvent être cités ou qui pourraient naître de circonstances insoupçonnées. — L'expérience du passé justifie pleinement cette manière de voir : là où l'accroissement du nombre des affaires ou leur caractère d'ordre spécial a justifié et rendu nécessaire, soit une augmentation du nombre des magistrats, soit, dans leur chef, une compétence linguistique ou autre toute particulière, il a été, sans la moindre difficulté, paré à toute éventualité. — Les statistiques, du reste, démontrent que pareilles prévisions sont purement théoriques et que les affaires d'un genre tout spécial, telles, par exemple, les affaires maritimes, sont l'infime minorité.

Les partisans de l'opinion opposée ont répliqué : si les complications et les difficultés qui entourent toute revision constitutionnelle sont inspirées et justifiées par une sage politique et, par le fait même, sont indispensables, il est néanmoins prudent et pratique de chercher à éviter d'être forcé d'y recourir et dès lors il est à conseiller de s'arrêter, l'occasion s'en présentant, à l'adoption de textes constitutionnels qui limitent le moins possible l'initiative du législateur. C'est ce qui a inspiré la rédaction de plus d'une des dispositions jusqu'ici admises par la Commission et par la Législature. Dans l'espèce, s'il est prouvé qu'à l'heure actuelle rien ne démontre la nécessité d'augmenter le nombre des Cours d'appel — et des membres ont insisté pour qu'il fût acté dans le rapport que telle est bien leur opinion en ce moment — rien n'établit que dans l'avenir par des motifs que les uns on peut déjà soupçonner, que les autres on ne peut encore prévoir, une modification ne trouvera pas sa pleine justification. Qui, par exemple, eût jamais cru que des nécessités, nées de la guerre, rendraient indispensables la création en Belgique d'une juridiction nouvelle, le Conseil des prises ⁽¹⁾ ? — L'argument tiré de prétendues difficultés à naître dans le recrutement du personnel en cas d'augmentation du nombre des Cours d'appel est sans valeur, puisqu'il

(1) Voir : Loi organique du 26 août 1919 et modifications du 17 août 1920.

s'applique tout aussi bien au cas d'adjonction de chambres nouvelles aux Cours en fonction. — En bonne logique, d'ailleurs, on s'explique difficilement que l'objection, en ce qui concerne les Cours, puisse être produite avec quelque apparence de fondement, alors que, dans notre système constitutionnel, le nombre des Tribunaux n'est pas limité et que cette situation n'a jamais prêté le flanc à la moindre critique ou provoqué le moindre inconvénient.

On l'a dit avec raison : gouverner, c'est prévoir. Il est non moins sage de prévoir en légiférant, surtout en matière constitutionnelle.

* * *

La proposition se bornant à introduire dans le texte actuel les mots « au moins » ayant été retirée, la Commission, à une grande majorité, — par 12 voix contre 3 et 1 abstention, — s'est ralliée au système qui laisse la porte ouverte aux modifications éventuelles que pourraient imposer les circonstances et en conséquence a décidé de proposer à la législature constituante l'adoption du texte suivant :

ARTICLE 104. — *La loi détermine le nombre et le ressort des Cours d'appel ainsi que le lieu où elles sont établies.*

Le Rapporteur,
V. BEGEREM.

Le Président,
E. BRUNET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 MEI 1921.

COMMISSIE VOOR DE HERZIENING DER GRONDWET (¹).

XXVII

Herziening van artikel 104 der Grondwet.

HOVEN VAN BEROEP

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (²) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER BEGEREM.

MIJNE HEEREN,

In haar ontwerp betreffende de herziening der Grondwet werd onderhavig artikel door de Regeering van 1919 niet opgenomen.

De herziening van dit artikel werd door Kamerleden voorgesteld onder de

(¹) *Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1919-1920) :*

Verklaringen van de Wetgevende Macht (*Staatsblad*, 23 October 1919, n° 296) en
Na te komen regelen tot herziening, n° 47¹.

Verslag van den heer Neujean over artikel 39, n° 287^{III}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 47, n° 288^{IV}.

Verslag van den heer Carton de Wiart over artikel 48, n° 289^V.

Verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n° 290^{VI}.

Verslag van den heer Troclet over artikel 50, n° 291^{VI}.

Verslag van den heer Neujean over artikel 51, n° 292^{VIII}.

Verslag van de heeren Neujean, Poncelet en Troclet over artikel 52, n° 293^{IX}.

Amendement op artikel 52, n° 358^X.

Amendement op artikel 47, n° 364^{XI}.

Aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 52, n° 379^{XII}.

Aanvullend verslag van den heer Poncelet over artikel 49, n° 380^{XIII}.

Eerste aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n° 427^{XIV}.

Tweede aanvullend verslag van den heer Troclet over artikel 47, n° 483^{XV}.

(Zie vervolg der notas bladzijde 2.)

H

omstandigheden en om de redenen welke in het verslag, namens de Middenafdeeling op 2 October 1919 uitgebracht, worden aangegeven als volgt :

« Artikel 104 der Grondwet bevestigt en maakt verplichtend het bestaan van » drie Hoven van Beroep in België.

» In verband met de steeds toenemende uitbreiding der zeezaken, dank zij » den groei onzer havens en onzer koopvaardijvloot, stelden leden van de » 1^o en van de 4^e afdeeling de vraag, of dit vaste cijfer van drie Hoven van Beroep » als een grondwettelijk voorschrift dient te worden behouden. Zij deden boven- » dien gelden dat de wijzigingen van het gebied der bestaande Hoven, toegelaten » bij lid 2 van dit artikel, bij voorkomend geval het oprichten van een vierde Hof » kunnen noodzakelijk maken; zóó zou men tevens het samenstellen van de » hoven vergemakkelijken met het oog op het stiïpt nakomen der wetten, die het » gebruik der talen in rechtszaken regelen.

» Hunne zienswijze werd gedeeld door hunne Afdeelingen, die de verklaring » tot herziening van dit artikel hebben aangenomen.

» De Middenafdeeling sloot er zich eenparig bij aan ⁽³⁾. »

Het voorstel werd zonder debat door de Kamer aangenomen ⁽⁴⁾.

Het werd insgelijks, zonder debat, door den Senaat goedgekeurd ⁽⁵⁾.

*
* *

In de Commissie der XXI, namens dewelke wij de eer hebben u dit verslag voor te leggen, werd niet dezelfde eenparigheid vastgesteld.

De Sub-Commissie, waarnaar het voorstel tot voorafgaand onderzoek werd

Gedrukte stukken van den Senaat : n^o 128, 129, 130, 132, 137, 143, 199, 200, 229 van het zittingsjaar 1919-1920, n^o 130 van het zittingsjaar 1920-1921.

Belgisch Staatsblad : 3 December 1920, bekrachtiging der artikelen 48, 50 en 52 (15 November 1920).

Belgisch Staatsblad : 10 Februari 1921, bekrachtiging van artikel 47 en van de desbetreffende overgangsbepaling (7 Februari 1921).

Gedrukte stukken van de Kamer (zittingsjaar 1920-1921) :

Verslag van den heer Masson over de artikelen 26, 27 lid 2, 53, 54, 55, 56, 56^{bis} en 57, n^o 94^{xvi}.

Amendementen op artikel 26, n^o 103^{xvii}.

Amendementen op artikel 53, n^o 138^{xviii} en 149^{xix}.

Overgangsbepaling gevoegd bij artikel 53, n^o 155^{xx}.

Verslag van den heer Masson over de overgangsbepaling bij artikel 53, n^o 160^{xxi}.

Verslag van den heer Max over artikel 108, lid 2, n^o 2^o, n^o 206^{xxii}.

Amendement van de Regeering op artikel 108, lid 2, 2^o, n^o 242^{xxiv}.

Verslag van den heer Huysmans over het referendum (art. 26), n^o 207^{xxiii}.

Voorstel van den heer Troclet (Volksraadpleging), n^o 243^{xxv}.

Amendement van den heer Van Remoortel op het voorstel-Troclet, n^o 245^{xxvi}.

(2) Samenstelling van de Commissie, n^o 50ⁱⁱ van het zittingsjaar 1919-1920.

(3) Zittingsjaar 1918-1919, n^o 424.

(4) Zittingsjaar 1918-1919. Kamer der Volksvertegenwoordigers, *Hand.*, bl. 1946.

(5) Zittingsjaar 1918-1919. Senaat, *Hand.*, bl. 867.

verwezen, besliste, met 2 stemmen tegen 1, de huidige Grondwetsbepaling te behouden zonder meer.

Bij de behandeling, waartoe haar verslag aanleiding gaf, werden twee andere voorstellen ter tafel gebracht :

De indiener van het eerste stelde voor, aan den tekst der Grondwet, in het eerste lid, de woorden « ten minste » toe te voegen en het derhalve te doen luiden : « Er zijn in België ten minste drie Hoven van Beroep. »

Het tweede voorstel strekte tot het doen luiden van artikel 104 als volgt :

« Dé wet bepaalt het getal Hoven van Beroep, hun rechtsgebied, alsmede de plaatsen waar zij gevestigd zijn. »

Om de beweegredenen goed te vatten, welke de voorstanders van deze onderscheidene voorstellen tot staving van hunne zienswijze deden gelden, is het noodig beknopt te herhalen onder welke omstandigheden bewust artikel in onze Grondwet werd opgenomen, zooals het thans luidt.

* * *

Onder het Hollandsch Beheer werd, krachtens de wet tot inrichting van de rechterlijke macht, welke, naar luid van een Koninklijk besluit dd. 3 Juli 1830 ⁽¹⁾, in 1831 in werking treden moest, een Hof van Beroep per provincie opgericht. Deze regeling, die slechts met eene geringe meerderheid werd aangenomen, vond bij de openbare meening in België een ongunstig onthaal.

De Commissie, door het Voorloopig Bewind belast met het voorbereiden van het ontwerp van Grondwet, nam in haar ontwerp slechts eene algemeene bepaling op : « Art. 115. — In de bestaande Rechtbanken kan geen verandering worden gebracht tenzij krachtens eene wet. »

Een ontwerp, door de heeren Forgeur, Barbanson, Fleussu en Liedts ingediend, bevatte een artikel 74 betreffende het Verbrekingshof en de Hoven van Beroep : « Er zijn voor geheel België drie Hoven van Beroep en één Verbrekingshof. »

Dit voorstel werd overgenomen door de Middenafdeeling, welke het bewerkte tot de bepalingen, die de artikelen 95 en 104 der Grondwet zijn geworden.

Bij de behandeling werden ook amendementen ingediend :

Amendement-Mambourg : « Er zijn in België ten minste drie en ten hoogste vijf Hoven van Beroep. De plaats, waar zij zullen gevestigd zijn, wordt door de wet bepaald ».

Amendement-Claes : « Er zijn in België ten minste drie Hoven van Beroep ».

Ten slotte, stelde de heer Van Meenen voor, artikel 80 in te trekken en aan de wet tot inrichting van de rechterlijke macht de zorg over te laten om het getal Hoven van Beroep te bepalen. Dit laatste voorstel, alsmede de amendementen-

(1) *Pasinomie*, 2^e reeks, d. IX, bl. 474.

Mambourg en Claës werden verworpen en de tekst der Commissie werd aangenomen ⁽¹⁾.

Deze laatste werd dus de thans van kracht zijnde tekst der Grondwet.

* * *

Dient deze tekst gewijzigd te worden?

Dient hij te worden gehandhaafd?

Beide oplossingen vonden voorstanders in de Commissie der XXI.

Zooals hierboven is gezegd, was de Sub-Commissie van gevoelen geene nieuwigheid hoegenaamd in te voeren. Steunende inzonderheid op beweegredenen die reeds op het Nationaal Congres werden aangevoerd, stelde zij voor, met twee stemmen tegen ééne, het *statu quo* te behouden en, om deze hare meening te staven, deed zij de navolgende beschouwingen gelden : Terecht deed men van den beginne af uitschijnen dat, mocht men het getal Hoven van Beroep op een hooger cijfer dan drie bepalen, moeilijkheden zouden oprijzen bij de aanwerving van het personeel en uit de verschillende zienswijzen van te talrijke rechts-machten een verschillende rechtspraak zou ontstaan. — Bovendien mag men niet uit het oog verliezen, dat de tweede alinea van het artikel der Grondwet, die reeds aan de wetgevende macht het recht overlaat om, door middel van eene eenvoudige wet, het rechtsgebied der drie bestaande Hoven van beroep te wijzigen, het getal van hunne leden vast te stellen en de plaatsen, waar zij worden gevestigd, te bepalen, — waardoor het zelfs mogelijk wordt den magistraat, tot de uitoefening van zijn ambt, zich te doen verplaatsen en hem, naar believen, dichter bij den rechtsplichtige te brengen, — aan den gewonen wetgever volle vrijheid en volle macht laat om op gemakkelijke wijze de uitzonderlijke gevallen van practische toepassing te regelen, die kunnen voorkomen of uit onvoorziene omstandigheden ontstaan. — Door de ervaring van het verleden wordt deze zienswijze ten volle gebillikt : waar het, wegens de vermeerdering van het getal rechtszaken of wegens hun bijzonderen aard, billijk en noodzakelijk is gebleken, hetzij het getal magistraten te vermeerderen, hetzij van deze eene taal- of andere bijzondere bevoegdheid te eischen, werd, zonder het minste bezwaar, in elke noodwendigheid voorzien. — Uit de statistiek is overigens gebleken, dat dergelijke vooruitzichten zuiver theoretisch zijn en dat de zaken van gansch bijzonderen aard, zooals, bij voorbeeld, de zeezaken, zeer zelden voorkomen.

De voorstanders van de tegenovergestelde meening antwoordden daarop : al zijn de verwikkelingen en moeilijkheden, die samengaan met eene Grondwets-herziening, door eene wijze politiek ingegeven en gewettigd en al zijn zij, uit dien hoofde zelf, onmisbaar, dan is het nochtans geraden en verstandig dat men tracht te vermijden daartoe te moeten overgaan, en daarom is het geraadzaam in de Grondwet, wanneer de gelegenheid zich voordoet, enkel teksten op te nemen, die de vrijheid van voordracht van den wetgever zoo weinig mogelijk inkrimpen.

(1) HUYTENS, *Discussions du Congrès National*, d. II, bl. 286.

Daarop steunt de tekst van meer dan eene der bepalingen, die tot dusverre werden aangenomen door de Commissie en door de Wetgeving. Wordt het te dezer zake bewezen dat op dit oogenblik de noodzakelijkheid eener vermeerdering van het getal Hoven van Beroep zich niet opdringt, — en eenige leden vroegen met nadruk dat in het verslag zou opgenomen worden dat dit hunne meening was, — dan is het toch niet uitgesloten dat in de toekomst, om redenen die men eensdeels gissen kan, die men anderdeels nog niet kan voorvien, eene wijziging niet gebillijk zal zijn. Wie zou, bij voorbeeld, ooit gedacht hebben dat de oorlog het oprichten van een nieuw Hof, het Prijzenhof ⁽¹⁾, zou noodzakelijk hebben gemaakt? — De bewering als zou het moeilijk zijn het personeel te vinden, indien men de Hoven van Beroep vermeerderde, houdt geen steek, vermits men dit ook zou kunnen aanvoeren tegen de vermeerdering van de Kamers bij de thans bestaande Hoven. — Logisch gesproken kan men, overigens, moeilijk verklaren dat men de opwerping, in zake de Hoven, met eenigen grond kan aanvoeren, wanneer in ons Grondwetstelsel het getal rechtbanken niet beperkt is en deze toestand nooit aanleiding heeft gegeven tot eenige beknibbeling of tot eenig bezwaar.

Terecht wordt gezegd dat men, om goed te regeeren, voorzorgen moet nemen. Dit past ook voor den wetgever, vooral wanneer het de Grondwet geldt.

*
* *

Het voorstel, dat er enkel toe strekte, in den tegenwoordigen tekst de woorden « ten minste » in te lasschen, werd ingetrokken, en met groote meerderheid — 12 tegen 3 stemmen en 1 onthouding — heeft de Commissie zich aangesloten bij het stelsel, dat de mogelijkheid openlaat tot het aanbrengen van eventueele wijzigingen die de omstandigheden kunnen opleggen; zij besliste dienvolgens aan de Grondwetgevende Kamer voor te stellen, den na volgende tekst aan te nemen :

ARTIKEL 104. — De wet bepaalt het getal Hoven van Beroep, hun rechtsgebied, alsmede de plaatsen waar zij gevestigd zijn.

De Verslaggever,
V. BEGEREM.

De Voorzitter,
E. BRUNET.

(1) Zie Organieke Wet van 26 Augustus 1919 en wijzigingen van 17 Augustus 1920.